

Affaire Gripen



Le parlementaire Thomas Hurter, président de la sous-commission du National chargée d'enquêter sur la procédure d'évaluation qui a mené au choix du Gripen, a été pilote de chasse sur Tiger et Mirage. FABIAN BIASO/KEYSTONE

Thomas Hurter, l'exigence et la hauteur de vue

Le sort du Gripen et l'avenir politique d'Ueli Maurer sont suspendus à son rapport. Pilote et élu UDC, Thomas Hurter se dit libre

Xavier Alonso Berne

«Je pense aux gens qui m'ont élu. Je dois être honnête et faire mon travail avec impartialité. Ma position est particulière, mais ce n'est pas si compliqué.» Thomas Hurter refuse qu'on le mette sous pression. Pourtant, le conseiller national schaffhousien (UDC) a un rôle clé: il préside la sous-commission du National chargée d'enquêter sur la procédure d'évaluation qui a mené au choix du Gripen. Les conclusions des travaux qu'il présentera demain influenceront le sort de l'avion de combat suédois en Suisse. Mais aussi le principe même de l'achat d'un nouveau jet de combat pour l'armée suisse. Et enfin l'avenir politique du conseiller fédéral Ueli Maurer.

Le capitaine Hurter est concerné à plusieurs niveaux par l'affaire Gripen. En tant qu'élu UDC. Et en tant que pilote de chasse sur

Tiger et Mirage, encore incorporé comme pilote évaluateur. Il précise tout de go: «Je ne dois ni protéger Ueli Maurer, ni le département, ni l'UDC... D'ailleurs, les huit membres de la sous-commission sont très représentatifs des positions disparates du parlement. Mon travail a été donc de maintenir un cap pour ne pas se perdre dans les détails techniques ni les digressions politiques», explique Thomas Hurter. Il explique avoir préparé «avec exigence» chaque séance de la sous-commission.

Les connaissances du seul pilote professionnel du parlement ont ainsi été appréciées tout au long de l'enquête. De plus, Thomas Hurter n'est pas inféodé à l'armée puisque le conseiller national UDC est un pur milicien qui multiplie les heures de travail. Aux manettes d'un A320 aux couleurs de Swiss, le commandant de bord Thomas Hurter «tourne» encore ce week-end entre Vienne, Istanbul et Zurich.

Indépendance

La «patte» Thomas Hurter, c'est d'abord un scepticisme par rapport aux positions du ministre de la Défense et une indépendance revendiquée dans les réflexions. Il avait vertement critiqué le choix

du Gripen: «Si on pose la question au pilote Hurter, il répond qu'il veut le meilleur avion.» C'est ensuite une ouverture aux autres - par exemple, son français est excellent. Il a cette fluidité des gens habitués à parler les langues étrangères, ce qui en fait un parlementaire apprécié et respecté par l'entier de l'hémicycle.

Un électron libre, Thomas Hurter? «Je me sens en tout cas très libre, dit-il. Ma famille fonctionne super. J'ai le travail dont je rêvais. J'ai été très bien élu à Schaffhouse.» C'est l'explication qu'il donne à ce statut d'«UDC différent». Dans le détail, Thomas Hurter (48 ans) est marié à Cornelia Stamm Hurter, juge fédérale suppléante et ancienne vice-présidente de l'UDC. Le couple a deux filles de 12 et 15 ans. C'est d'ailleurs grâce à elles qu'il entre en politique: en 2003, il est élu à la commission scolaire de la ville de Schaffhouse, puis sur la lancée entre en 2005 au Grand Conseil et en 2007 au Conseil national. Il siège toujours dans les deux parlements.

Pour le coup, on se demanderait presque ce que fait à l'UDC ce pilote de ligne formé aux Ets Unis et qui a aussi obtenu un MBA de gestion en Ecosse. «On vient toujours à la politique par des

gens qu'on connaît. Moi, c'était ma femme», glisse Thomas Hurter qui estime pouvoir assumer toutes les positions de l'UDC. Notamment les plus conservatrices. Il n'y a que l'isolement prôné par son parti qui l'agace.

UDC versant libéral

«A Schaffhouse, nous avons 75% de frontières communes avec l'Allemagne. Nos entreprises doivent se battre. Personnellement, j'aime voyager. Je travaille dans une entreprise internationale. La position du «non, non, non» n'est pas la mienne», dit celui qui se situe plutôt sur le versant libéral de son parti en matière d'économie. Par contre, il est formel sur un point: «Le gouvernement actuel est trop faible. On perd partout!»

Le Schaffhousien se verrait-il alors aller en «renfort» au Conseil fédéral si l'opportunité se présentait? «J'ai un travail extraordinaire qui me plaît. Dans ma vie, je n'ai rien sacrifié à la politique où je suis arrivé un peu par hasard. Bien que cela n'aille pas toujours aussi vite que je le voudrais, le travail politique à Berne est intéressant: j'ai du plaisir. La réponse est donc oui! Si l'occasion se présente, je prendrai mes responsabilités.»

Les Suisses de l'étranger veulent voter à distance

Les délégués de la Cinquième Suisse, réunis en fin de semaine à Lausanne réclament, le vote électronique

«Le vote électronique pour tous!» C'est le nom de la pétition que les 370 délégués de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) ont remise à Didier Burkhalter, samedi à Lausanne. La pétition, forte de 15 000 paraphe, demande au Conseil fédéral que toute personne disposant du droit de vote, en Suisse comme à l'étranger, puisse voter par internet. Le but est que pour les élections fédérales de 2015, l'ensemble des expatriés suisses puisse exercer ses droits politiques par ce biais.

Quelque 700 000 Suisses vivent actuellement à l'étranger parmi lesquels 143 000 sont inscrits sur un registre pour exercer leurs droits politiques. «La démocratie directe doit s'adapter à la mobilité croissante de nos compatriotes et ce nouveau canal de vote est également une manière d'augmenter la participation des jeunes générations», estime l'OSE.

Le président de l'Organisation de l'OSE, l'ancien conseiller national genevois Jacques-Simon Eggly, avait demandé vendredi l'adoption d'une loi fédérale sur les Suisses de l'étranger. Un projet de loi en cours d'élaboration pourrait reconnaître à l'organisation un statut d'interlocuteur privilégié de la Confédération, a indiqué le lendemain Didier Burkhalter, ministre en charge des Affaires

étrangères. «La Cinquième Suisse est un domaine d'action important pour la politique étrangère du Conseil fédéral», a assuré le conseiller fédéral.

Une autre base légale est en cours de révision: la loi sur l'instruction des Suisses de l'étranger. Elle pourrait se muer en une loi sur la présence de la formation suisse à l'étranger qui viserait notamment à l'affirmation du rôle des écoles suisses à l'étranger comme instruments de la politique extérieure du pays et au renforcement

«En parlant de formation et de recherche, on parle d'une des plus grandes forces de la Suisse»

Didier Burkhalter, ministre des Affaires étrangères

des liens des jeunes Suisses de l'étranger avec leur pays d'origine. Selon le conseiller fédéral, «en parlant de formation et de recherche, on parle d'une des plus grandes forces de la Suisse.»

Pour ce 90e congrès annuel, les Suisses du dehors ont débattu de la mobilité, de l'innovation et des défis internationaux à venir pour la Suisse. Des intervenants de renom, tels qu'Elmar Mock, créateur de la Swatch, et Kurt Wüthrich, Prix Nobel de chimie, ont pris la parole. **ATS/SIPA**



Les délégués de l'Organisation des Suisses de l'étranger se sont réunis samedi à Lausanne. VANESSA CARDOSO

PUBLICITÉ

24 heures Concours

easyJet.com

Jouez chaque lundi avec 24 heures et gagnez 2 billets aller-retour pour l'une des 55 destinations européennes d'easyJet au départ de Genève!

Cette semaine, partez à «Brindisi»!

Retrouvez toutes les destinations easyJet sur www.easyjet.com

europé by **easyJet**

PAR SMS (Fr. 1.50/SMS)
TAPEZ 24 56
Envoyez le message au numéro 8000

PAR TÉLÉPHONE
(Fr. 1.50/appel depuis une ligne fixe)
Appelez le 0901 442 444
Code 56

PAR INTERNET
www.24heures.ch/concours

Délai de participation: mercredi 22 août 2012 à 23h30.
Conditions sous www.24heures.ch/concours

Fumée passive Des fonds publics pour soutenir l'initiative

La Ligue pulmonaire suisse disposerait d'un fonds de 14,2 millions de francs. Selon le *Sonntagsblick* l'association aurait prévu d'investir 1 million dans la campagne en vue de la votation sur la protection contre la fumée passive. Or, 4,2 millions de ses fonds proviennent de dons privés, le reste des pouvoirs publics. «Situation bizarre», selon le journal car des fonds publics sont utilisés pour promouvoir une initiative dont ni le Conseil fédéral ni le parlement ne veulent. **ATS**

Motards tués

Col de la Furka Deux motocyclistes ont perdu la vie hier après-midi au col de la Furka. Un motard italien qui dépassait une voiture dans une courbe à droite a percuté frontalement un autre motard qui arrivait en sens inverse. Suite au choc, l'un des deux engins a pris feu. **ATS**

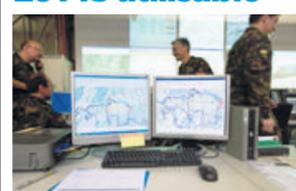
Incendie à Arbon

Thurgovie Un important incendie s'est déclaré hier en fin d'après-midi sur l'aire Saurer à Arbon (TG). Plusieurs halles étaient en feu et plus de 200 pompiers ont été engagés pour combattre le sinistre. Située à proximité, la gare d'Arbon a été fermée au trafic ferroviaire. **ATS**

Initiative Weber Hôtels changés en résidences secondaires

Le président d'HotellerieSuisse, Guglielmo Brentel, table pour ces prochaines années sur une accélération de la disparition des hôtels. Leur changement d'affectation en résidences secondaires serait «une bonne solution». C'est l'exigence de la branche hôtelière dans l'ordonnance sur les résidences secondaires. Pour l'hôtellerie, l'initiative Weber est une chance, mais uniquement «si des appartements de vacances peuvent continuer d'être aménagés dans des hôtels.» **SIPA**

Le FIS utilisable



Diriger des exercices de batailles depuis un ordinateur? C'est ce que vise le système de conduite FIS des Forces terrestres. Acheté par l'armée pour 700 millions de francs, il ne fonctionne toujours pas. Cependant il ne sera pas mis au rencart. L'application sera réduite: au lieu de repérer chaque soldat ou chaque véhicule, le FIS ne ciblera que les grandes unités. **SIPA**